

L'actualité

Actualité
mercredi 25 mars 2020 13:16

"Vie nouvelle" est une revue qui compte 52000 abonnés. Et dans son numéro de mars-avril, cette revue me consacre trois pages entières. Pour une fois qu'on a la possibilité de s'exprimer librement et clairement dans un media, ça valait le coup de vous en faire profiter.

Je vous invite à lire cette interwiev.

Hervé Féron.



© DR-HF

L'actualité

Actualité
mercredi 25 mars 2020 13:16

NOUVEAUX TERRITOIRES

Hervé Féron : « L'éloignement renforce le pouvoir des puissants. »

Régions, départements, métropoles, agglomérations, communes. On coupe, on regroupe, on fusionne... Les maires sont en première ligne de cette reconfiguration des territoires à marche forcée. Les élites décident, les citoyens subissent. Quelles conséquences ? Entretien avec Hervé Féron, Maire de Tomblaine en Meurthe-et-Moselle.

Tout d'abord, un mot de présentation de Tomblaine dont vous venez d'être réélu Maire ?

Tomblaine est une ville moyenne de la banlieue Est de Nancy, intégrée dans la métropole du Grand Nancy. Historiquement, Tomblaine est une commune de gauche et d'union démocratique depuis 1929, sauf durant la période Pétain. Elle a une très longue tradition ouvrière qui imprègne toujours nos engagements et les valeurs de solidarité que nous portons. Nous recensons actuellement 9 140 habitants : 21 % sont des retraités, un tiers ont moins de 19 ans. Ces vingt dernières années, suite au dynamisme de la rénovation urbaine et de celui de l'équipe municipale, la ville a considérablement changé. La population, les commerces et les entreprises sont en progression. Reste que 15 % des Tomblainois sont au chômage et qu'avec un revenu moyen de moins de 1600 € par habitant ayant un emploi et 780 € dans les quartiers moins favorisés, ce ne sont pas des gens riches. Plus de la moitié ne paie pas d'impôts. Mais grâce à nos priorités sur l'école, le sport, la culture et le lien social, avec les jeunes et les retraités notamment, la précarité et la délinquance ont quasiment disparu.

Vous êtes maire de Tomblaine depuis 2001. Quel regard portez-vous sur les réformes territoriales successives ?

J'ai un regard très critique sur cette reconfiguration des territoires. Les régions, les intercommunalités, les agglomérations et autres métropoles nous ont été présentées pour soi-disant mutualiser et faire des économies. Or, c'est le contraire qui s'est produit. Ça coûte plus cher, les gens paient plus d'impôts et le service public s'est dégradé. La mise en place des grandes régions est une erreur politique. Elles ont été pensées sur un dogme libéral. Elles ont éloigné et déresponsabilisé les décideurs. Or, c'est bien connu, l'éloignement renforce le pouvoir des puissants. De fait, les politiques publiques mises en œuvre sont inappropriées et inhumaines. Elles dégradent la vie quotidienne et amplifient les inégalités entre les citoyens. Nous n'avons plus d'interlocuteurs vivants en face de nous pour les sensibiliser à nos politiques publiques, sociales et solidaires.

Depuis 1992, Tomblaine fait partie de la métropole du Grand Nancy. Une intercommunalité à la gouvernance verticale, technocratique et éloignée des réalités des habitants. Le président et les maires

NOUVEAUX TERRITOIRES

qui lui sont proches y font la pluie et le beau temps. J'ai de plus en plus l'impression d'être transformé en une sorte de notaire chargé d'administrer un territoire sans pouvoir décider de la politique de proximité que je veux mettre en œuvre. Avec mon équipe et les habitants, nous résistons pour faire vivre des politiques publiques liées à la spécificité de nos territoires et de nos populations.

Dans ces conditions, que reste-t-il au maire de la ville ?

La société subit de nombreuses fractures : sociales, économiques, numériques et politiques. Les gens sont en perte de repères et n'ont plus d'interlocuteurs. La moindre démarche administrative doit être effectuée par Internet. On a connu, jadis, un premier filtre avec l'hygiaphone, maintenant, c'est pire. Les 13 millions de nos concitoyens qui n'ont pas accès à Internet sont face à un mur. Alors, ils viennent voir le maire comme on va voir le médecin, parfois le curé ou l'assistante sociale. Ils ne connaissent ni le président de la Région, ni celui de la métropole. Alors, je me retrouve en première ligne. Non seulement, ils s'y perdent dans les différentes compétences, mais souvent, ils refusent même de s'entendre dire que ce qu'ils me demandent n'est pas de ma compétence. C'est toute la parole publique qui est ainsi décrédibilisée. Je ressens un grand sentiment d'impuissance. Soit on est un maire docile, bien gentil et qui fait ce qu'il peut, soit on résiste, on se bat et on propose, et on a tous les ennuis du monde, comme par exemple la suppression de subventions sous divers prétextes. C'est la double peine !

Les communes voient leurs moyens et leurs compétences se réduire comme peau de chagrin. Quelles conséquences pour Tomblaine ?

En 11 ans, la commune a subi une baisse cumulée de dotations de plus de 3,5 millions d'euros. Concrètement, c'est moins d'investissements, c'est des budgets de fonctionnement qui n'augmentent pas, des coupes dans les postes de fonctionnaires déjà en sous effectifs. Une situation qui a des conséquences visibles sur les services rendus aux habitants. On est

sur un service public de plus en plus contraint. Comment faire toujours plus avec toujours moins ? On résiste avec les moyens du bord en veillant à garder le cap de la solidarité.

Tomblaine compte 21 % de retraités dont la plupart ont des revenus modestes. Sentez-vous leurs inquiétudes ?

J'ai été très impressionné par leurs mobilisations pour protester contre la maltraitance dont ils sont victimes de la part de Macron depuis le début de son mandat. À Tomblaine aussi la réprobation est générale. Les retraités ont probablement été parmi les premiers à se mobiliser pour préserver un système de retraite fondé sur le principe de la cotisation sociale. Normal, ils ont été nourris aux valeurs de la République et de la solidarité issue du Conseil national de la Résistance. Dans une conception républicaine, la retraite n'est pas une allocation sociale. Je sais comment vivent les retraités de la commune. Utiliser les retraites comme variable d'ajustement des politiques économiques libérales est tout simplement honteux.

Malgré tout, restez-vous un maire optimiste ?

Oui. À l'aube de ce nouveau mandat, je milite pour que chaque commune redevenue un lieu de décision démocratique. Au ^ve siècle av.J.-C., les Athéniens avaient bien inventé l'Ecclésiast. C'était le peuple qui faisait la loi. J'ai le projet de mettre en place des instances de démocratie participative sur la commune. Mais ça ne peut marcher que si la démocratie représentative est respectée. Ce n'est pas le cas actuellement. Les maires crèvent de ne pas avoir les moyens d'agir dans l'intérêt de leurs administrés. Ne pourrait-on pas leur redonner des moyens et des compétences, même dans le cadre des intercommunalités, avec des recettes dédiées et un droit de tirage ciblé pour des politiques dans l'intérêt général de leurs habitants ? Un chemin pour retrouver de la crédibilité au moment où, dans une société de plus en plus individualisée, les moins riches ne pensent plus qu'à sauver leur peau et les nantis ne pensent qu'à eux. ■